



RETRAITE À 60 ANS ET PROTECTION SOCIALE : **Des droits qui exigent la revalorisation** **des salaires et la défense des emplois** **Manifestons tous ensemble le 23 mars**

Lundi 22 mars 2010

Que de mensonges, de contre-vérités, de manipulations sur la question des retraites. Tout est orchestré pour faire accepter l'inacceptable, au nom d'un soi-disant « réalisme économique » lié à l'allongement de la durée de vie et au nombre grandissant d'ouvrants droit à la retraite.

Pour éviter d'affronter la réalité du financement des retraites, d'une meilleure répartition des richesses créées à l'entreprise, il est développé une propagande de culpabilisation des salariés avec toujours le même adage commercial, celui du coût en comparant le salarié français au salarié européen, prenant soin de comparer le pire et non le meilleur.

- Silence total sur la productivité du travail en France qui reste numéro un mondial.

- Silence aussi sur la souffrance au travail, le mal être, l'explosion des suicides qui amènent les salariés à fuir l'entreprise où ils subissent une exploitation inhumaine pour augmenter les profits : là encore, la France est numéro 1, malheureusement.

Les 20 plus grosses entreprises industrielles affichent 55 milliards d'euros de bénéfices nets (+ 20 %) alors qu'elles réclament encore et toujours des aides, licencient et bloquent les salaires.

L'Etat qui s'est empressé de sauver les intérêts des banquiers, des multinationales en mettant sur la table des centaines de milliards d'euros, refuse la même chose aux salariés, refuse d'imposer au patronat une autre répartition des richesses créées à l'entreprise pour maintenir, renforcer les droits des salariés et de la population : la banque BNP PARIS BAS déclare 6 milliards de bénéfices en 2009, le double de 2008, et distribue 1 milliard d'euros aux traders.

Sécurité Sociale : **le faux déficit**

L'Etat a une dette de 16 milliards d'euros envers la Sécurité Sociale avec :

7,8 milliards de taxes sur le tabac non reversées.

3,5 milliards de taxes sur l'alcool.

1,6 milliard de primes d'assurance.

1,2 milliard de taxes « industries polluantes ».

1,9 milliard de retard de cotisations patronales.

Lorsque l'Etat décide un cadeau de plus de 12 milliards au patronat sur la taxe professionnelle, à comparer avec le déficit de moins de 11 milliards de la Sécurité Sociale, cela met en lumière les choix, mais aussi des possibilités qui existent pour d'autres solutions que celle de supprimer le droit à la retraite à 60 ans.

que de mensonges, de contrevérités, de manipulations ces derniers temps sur la question des retraites en France !

C'est la crise, nous rabâche-t-on !

La crise financière a montré combien il serait dangereux de laisser, nos retraites, nos droits, aller vers le système par capitalisation.

Aux USA, les retraités se sont retrouvés, du jour au lendemain, avec des pertes de 50 à 70 % de leurs pensions. C'est ça la capitalisation ! Le système en France est le plus juste car il repose sur la solidarité, financée par les richesses produites à l'entreprise.

Défendons nos droits à une protection sociale et à la retraite à 60 ans

Le bras de fer sur l'avenir des retraites qui s'ouvre ne doit pas être l'affaire de spécialistes au sommet, ni de gestionnaires au service des employeurs.

C'est notre affaire à tous !

Pourquoi devrait-on travailler 40, 41 années et plus pour pouvoir bénéficier d'une pension à « taux plein » alors qu'avant, pour un départ à 65 ans, il n'en fallait que 37,5 ? Imposer plus d'années, c'est baisser le montant des retraites.

Pourquoi parler des retraites des seuls salariés et pas de celles du Président de la République, des patrons avec leurs parachutes dorés.

Exemple : pourquoi un député aurait droit à une retraite de 4 700 €/mois après 3 mandats (15 ans) alors que les ouvriers, techniciens et cadres, devraient travailler plus de 40 ans pour une retraite au rabais ?

Le « trou » peut vite disparaître
1 % sur la masse salariale, c'est + 2 milliards d'euros pour la Sécurité Sociale.

Pas touche à la retraite à 60 ans ! C'est un droit qu'il faut renforcer, améliorer avec la reconnaissance de la pénibilité. Refusons que les futurs retraités soient envoyés à la soupe populaire pour pouvoir survivre ou dépendent de leurs enfants qui subissent eux la précarité. Luttons ensemble pour nos droits, notre avenir et celui de nos enfants.

La France est un pays riche. Riche de par ses industries et ses services publics. Riche du travail des salariés qui produisent toujours plus, 4 fois plus par salarié qu'il y a 40 ans. Les richesses, fruit de notre travail à tous, doivent servir l'intérêt général et non les actionnaires.

Il est aberrant de vouloir reculer l'âge de la retraite alors que le chômage atteint des records. Pour empêcher les prochaines attaques du gouvernement et du patronat, cela signifie forcément qu'une journée d'action ne suffira pas et qu'il faudra une mobilisation générale du monde du travail. Pour la défense de nos salaires, de nos emplois et de nos retraites, soyons tous ensemble dans la rue.

Créer 1 million d'emplois, c'est plus de 7 milliards d'euros pour notre protection sociale.

Impossible ?

Non : les 32,8 milliards d'exonérations de cotisations sociales, dont bénéficie le patronat chaque année, permettraient de financer 1 million d'emplois à 2 733 €/mois pour améliorer les conditions de vie au travail (Santé, Sécurité, etc...).

*Plus de 25 % jeunes de -25 ans sont au chômage. Reculer l'âge de départ en retraite après 60 ans, c'est augmenter le chômage des jeunes dans le pays !
Il vaut mieux payer des retraités que des chômeurs !*

De l'argent, il y en a !
8,2 milliards d'euros en 2007. C'est le poids du bouclier fiscal et des exemptions de cotisations sociales selon la Cour des Comptes dont ont profité les plus riches familles.

Le 23 mars, massivement, engageons-nous partout et exigeons :

- La retraite à 60 ans avec un droit à taux plein après 37,5 années de cotisations
- Le droit à une pré-retraite dès 55 ans pour tous ceux ayant subi des travaux pénibles
- L'annulation des dizaines de milliards d'euros d'aides publiques, données sans contrôle, au nom d'un emploi sans cesse délocalisé.

Pour permettre au plus grand nombre de participer à cette manifestation

Nous appelons à la grève pour la journée pour couvrir tout le monde,

ainsi chacun débrayera comme il le souhaite et comme il le peut

Nous donnons rendez-vous aux portillons à partir de 10 heures

pour les collègues de matin ou de journée

et pour tout le monde, rendez-vous à partir de 11 heures aux allées Tourny, à Bordeaux

Lieu du départ de la manifestation